

PREMIER TRIMESTRE 2005

RAPPORT TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE
SE TERMINANT LE 31 JANVIER 2005



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

La Banque Laurentienne du Canada déclare un revenu net de 17,3 millions \$ pour le premier trimestre 2005

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un revenu net de 17,3 millions \$, ou 0,60 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2005, comparativement à un revenu net de 11,7 millions \$, ou 0,43 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre de l'exercice financier 2004. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 8,3 % pour ce premier trimestre 2005, comparativement à 6,0 % pour la même période en 2004.

La vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs a été finalisée au cours de ce premier trimestre 2005. Par conséquent, le gain de 9,8 millions \$, ou 0,35 \$ dilué par action ordinaire, résultant de cette vente, ainsi que la perte de 4,4 millions \$ ou 0,12 \$ dilué par action ordinaire constatée pour refléter la réduction de valeur d'investissements liés aux mises de fonds initiales dans certains fonds communs de placement de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs, ont été comptabilisés dans les résultats afférents aux activités abandonnées. Pour le premier trimestre 2005, le revenu des activités poursuivies s'établissait à 12,1 millions \$, ou 0,38 \$ dilué par action ordinaire, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 5,3 %.

Les résultats pour le premier trimestre 2004 incluaient un ajustement unique favorable de 1,7 million \$, ou 0,06 \$ dilué par action ordinaire, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario. En excluant cet élément, le revenu net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se seraient établis respectivement à 10,2 millions \$, ou 0,37 \$ dilué par action ordinaire et 5,1 % pour le premier trimestre 2004. Pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2004, le revenu net s'élevait à 7,1 millions \$, ou 0,17 \$ dilué par action ordinaire, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 2,4 %.

En rendant publics les résultats du premier trimestre 2005, le président et chef de la direction de la Banque, M. Raymond McManus, a déclaré : « Je suis satisfait des résultats de ce premier trimestre, et en particulier du rendement de notre ligne d'affaires Services financiers aux particuliers ainsi que de l'amélioration du revenu net d'intérêt de la Banque. Nous sommes sur la bonne voie dans la poursuite de notre plan d'affaires. D'autres initiatives, mises en œuvre au cours de l'exercice financier 2004, telles que la privatisation de B2B Trust et la restructuration du capital, ont également contribué de manière positive à l'atteinte de ces résultats. Enfin, je me réjouis de la décision relative aux clauses monétaires de la convention collective. Celle-ci résout de manière définitive l'un des principaux enjeux auxquels nous devons faire face. »

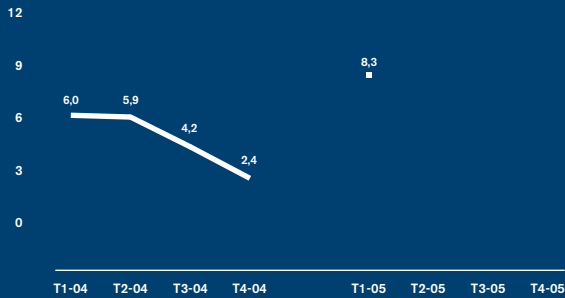
Rapport de gestion

RENDEMENT ET OBJECTIFS FINANCIERS

La Banque Laurentienne rend publics ses objectifs financiers au début de chaque exercice financier, et ensuite rend compte de ses résultats réels sur une base trimestrielle. La Banque n'a pas pour pratique de fournir des objectifs de revenus sur une base périodique. Présenté strictement à des fins d'information, le tableau ci-dessous permet de comparer le rendement aux objectifs tels que définis par la direction pour l'exercice financier 2005.

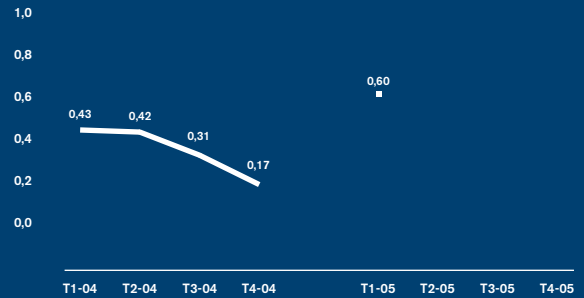
RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

EN POURCENTAGE



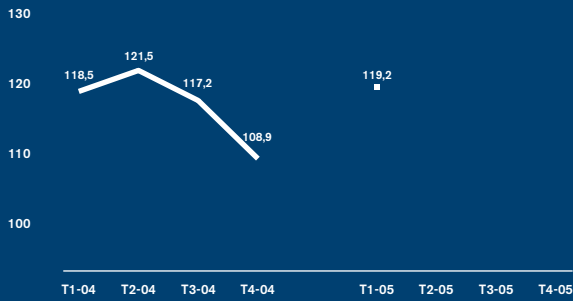
REVENU NET DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE

EN DOLLARS



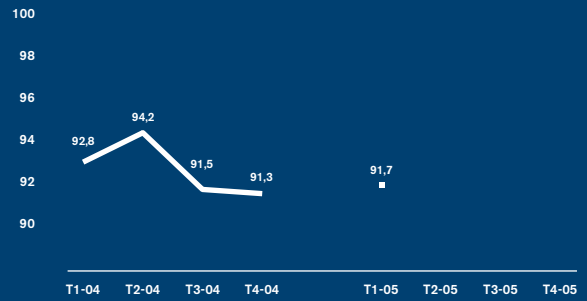
REVENU TOTAL

EN MILLIONS DE DOLLARS



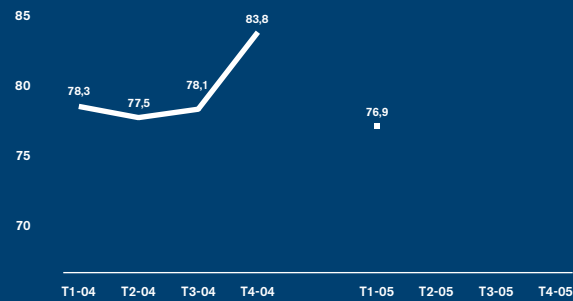
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

EN MILLIONS DE DOLLARS



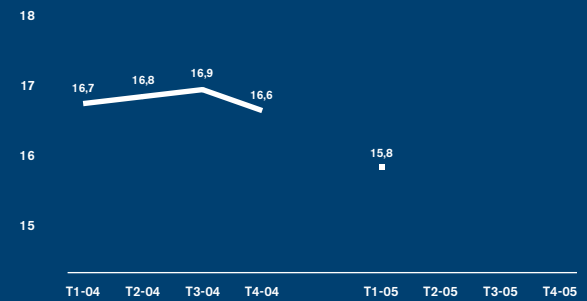
RATIO D'EFFICACITÉ

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT EN POURCENTAGE DU REVENU TOTAL



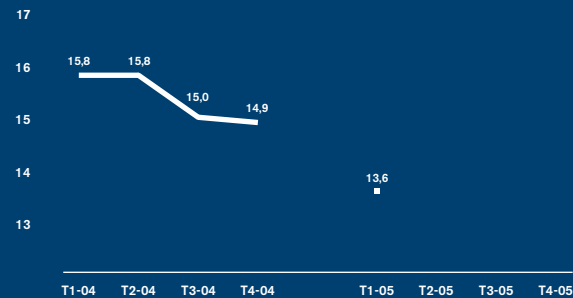
ACTIF AU BILAN

EN MILLIARDS DE DOLLARS



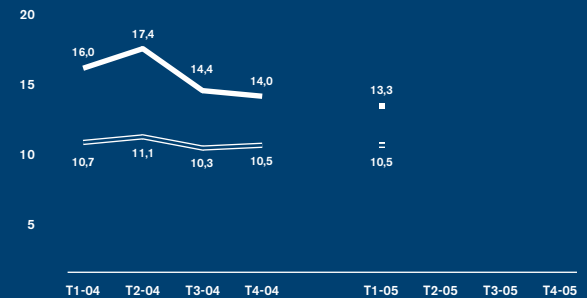
ACTIF ADMINISTRÉ

EN MILLIARDS DE DOLLARS



RATIO DE CAPITAL BRI

EN POURCENTAGE



— PREMIÈRE CATÉGORIE
 — CAPITAL TOTAL

Rendement pour 2005

OBJECTIFS 2005

PREMIER TRIMESTRE 2005 RÉEL

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	4,5 % à 5,5 %	8,3 % [5,3 % découlant des activités poursuivies]
Revenu net dilué par action	1,30 \$ à 1,60 \$ (12 mois)	0,60 \$ [0,38 \$ découlant des activités poursuivies]
Revenu total	480 millions \$ à 490 millions \$ (12 mois)	119,2 millions \$
Ratio d'efficacité	79 % à 77,5 %	76,9 %
Ratios de capital		
Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,5 %
Total	minimum de 13,0 %	13,3 %
Qualité du crédit (pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,25 % à 0,22 %	0,24 %

FAITS SAILLANTS

Cette section présente quelques faits saillants des activités du premier trimestre terminé le 31 janvier 2005, ainsi que le détail des éléments significatifs qui ont affecté les résultats, comparativement au premier et au quatrième trimestres 2004.

Activités poursuivies

- Le revenu total a augmenté à 119,2 millions \$ au premier trimestre 2005, comparativement à 118,5 millions \$ pour la même période en 2004. Cette amélioration provient principalement de l'appréciation de la marge nette d'intérêt.
- Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1 % et s'établissaient à 91,7 millions \$ au premier trimestre 2005, alors qu'ils s'établissaient à 92,8 millions \$ au premier trimestre 2004.
- Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 76,9 % au premier trimestre 2005, comparativement à 78,3 % au premier trimestre 2004.
- La provision pour pertes sur prêts est demeurée stable, comparativement au premier trimestre 2004, et s'élevait à 9,8 millions \$ au premier trimestre 2005.
- Le 10 décembre 2004, le tribunal d'arbitrage a rendu une décision relativement aux clauses monétaires de la convention collective. La Banque et le syndicat se sont déclarés satisfaits de cette décision partielle. Les deux parties prévoient que tous les autres éléments de la convention collective seront finalisés au cours du deuxième trimestre 2005. La Banque est optimiste quant à l'amélioration continue des relations de travail avec ses employés. Par ailleurs, la décision du tribunal d'arbitrage n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers.

Activités abandonnées

Les résultats du premier trimestre 2005 incluent un gain net de 5,2 millions \$ réalisé grâce à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs, ainsi que la perte constatée pour refléter la réduction de valeur d'investissements liés aux mises de fonds initiales dans certains fonds communs de placement de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs. Une description sommaire de cette vente est présentée ci-dessous et la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires fournit tous les renseignements pertinents à cette transaction.

Vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc., a acquis toutes les actions de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. détenues par la Banque Laurentienne et la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque. Cette entente prévoit que la Banque continuera à distribuer les Fonds R au cours des dix prochaines années et distribuera également les fonds communs de placement de l'Industrielle Alliance. La Banque Laurentienne franchit ainsi une autre étape dans la réalisation de son plan d'affaires et renforce son offre de produits et services.

Cette transaction a généré un gain avant impôts de 9,8 millions \$ (8,1 millions \$ net après impôts sur le revenu), net de certains coûts de transaction d'une valeur de 2,3 millions \$. Le produit de disposition initial, établi sur la base de l'actif sous gestion au moment de la clôture de la transaction, s'élevait à 67,8 millions \$. Une partie de ce montant, soit 26,2 millions \$, assujettie à une clause de récupération, a été comptabilisée à titre de revenu reporté et sera constatée à titre de revenu découlant des activités abandonnées au cours des cinq prochains exercices financiers dans la mesure où les conditions de ventes minimales nettes sont satisfaites.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le revenu total s'établissait à 119,2 millions \$ au premier trimestre 2005, comparativement à 118,5 millions \$ au premier trimestre 2004. Le revenu net d'intérêt de la Banque a augmenté, passant de 68,0 millions \$ au premier trimestre 2004 à 75,7 millions \$ au premier trimestre 2005, alors que la marge nette d'intérêt, en pourcentage de l'actif moyen, s'est améliorée, passant de 1,64 % à 1,83 %. Au quatrième trimestre 2004, le revenu total s'élevait à 108,9 millions \$, et le revenu net d'intérêt à 70,0 millions \$, alors que la marge nette d'intérêt s'établissait à 1,71 %.

L'augmentation du revenu net d'intérêt, comparativement aux premier et quatrième trimestres 2004, est attribuable à l'amélioration enregistrée dans les portefeuilles de prêts à taux variable et de prêts à terme. La diminution du niveau des liquidités et les retombées positives de stratégies de couverture et d'investissement efficaces ont contribué à l'amélioration de la marge nette d'intérêt à 1,83 %.

Les autres revenus s'établissaient à 43,4 millions \$ au premier trimestre 2005, comparativement à 50,5 millions \$ au premier trimestre 2004. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers. L'augmentation des revenus de titrisation, de l'ordre de 2,8 millions \$, est principalement attribuable au gain réalisé grâce à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels d'une valeur de 61,7 millions \$ au cours de ce premier trimestre 2005.

La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 9,8 millions \$ au premier trimestre 2005, ou 0,24 % de l'actif moyen, soit au même niveau qu'au premier trimestre de l'exercice financier précédent. Les prêts douteux nets s'établissaient à -5,8 millions \$, ou -0,00 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, au 31 janvier 2005, comparativement à 10,5 millions \$, ou 0,1 %, au 31 janvier 2004, et à -13,0 millions \$, ou -0,1 %, au 31 octobre 2004. La qualité du crédit est demeurée relativement bonne au cours de ce premier trimestre 2005, comme l'indique le niveau des prêts douteux bruts qui a diminué à 118,5 millions \$ au 31 janvier 2005, alors qu'il s'élevait à 127,0 millions \$ au 31 octobre 2004. Comparativement à la clôture de l'exercice financier 2004, la provision générale de la Banque est demeurée inchangée et s'établissait à 65,3 millions \$ au 31 janvier 2005. La note 3 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables au premier trimestre 2005, s'établissant à 91,7 millions \$, comparativement à 92,8 millions \$ au premier trimestre 2004. La variation découle principalement de la diminution des frais relatifs aux salaires et avantages sociaux. Le niveau des coûts relatifs aux locaux et technologies est demeuré semblable à ce qu'il était lors de l'exercice financier précédent, compte tenu du fait que la diminution des frais d'amortissement a contrebalancé des augmentations dans les autres coûts relatifs aux technologies. Les autres frais ont également diminué légèrement, en raison d'un certain nombre d'éléments favorables.

Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 76,9 % au premier trimestre 2005, comparativement à 78,3 % au premier trimestre 2004.

Les impôts sur le revenu s'élevaient à 5,7 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 32,0 %, au premier trimestre 2005, comparativement à 3,4 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 21,1 %, au premier trimestre 2004. Au premier trimestre 2004, le taux d'imposition effectif, moins élevé, reflétait les retombées de l'augmentation de 1,7 million \$ des actifs d'impôts futurs, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

L'actif au bilan s'établissait à 15,8 milliards \$ au 31 janvier 2005, alors qu'il s'établissait à 16,6 milliards \$ au 31 octobre 2004 et à 16,7 milliards \$ au 31 janvier 2004. Cette diminution est essentiellement liée à la diminution du niveau des liquidités, y compris les actifs achetés en vertu d'ententes de revente, alors que les obligations à court terme ont diminué dans des proportions semblables.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires est demeuré stable par rapport au 31 octobre 2004, et s'établissait à 11,4 milliards \$ au 31 janvier 2005. Au 31 janvier 2004, le portefeuille de prêts s'élevait à 11,2 milliards \$. Les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont diminué de 36,3 millions \$, la demande de crédit commercial demeurant faible et certaines expositions importantes ayant été remboursées. Les portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts personnels sont demeurés relativement stables, s'établissant respectivement à 603 millions \$ et 3 635 millions \$. Le portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels s'est apprécié de 48 millions \$, après les retombées d'une opération de titrisation de 62 millions \$, au cours du premier trimestre 2005. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux activités du réseau de succursales, les conditions du marché immobilier demeurant favorables.

Le total des dépôts des particuliers a augmenté de 3 %, ou 284 millions \$, au cours du trimestre et s'élevait à 10,7 milliards \$ au 31 janvier 2005, comparativement à 10,5 milliards \$ au 31 octobre 2004. Pour leur part, les dépôts d'entreprises et autres dépôts ont diminué de 0,3 milliard \$. La Banque continue de bénéficier de sources de financement diversifiées et très stables grâce aux dépôts des particuliers. Au 31 janvier 2005, les dépôts des particuliers représentaient 83 % des dépôts totaux de 12,9 milliards \$, comparativement à 81 % au 31 octobre 2004.

Le capital total de la Banque, composé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, d'actions privilégiées et de débentures, s'établissait à 1 094 millions \$ au 31 janvier 2005, comparativement à 1 137 millions \$ au 31 octobre 2004, soit une diminution de 43 millions \$ au cours de la période. Cette diminution est essentiellement attribuable au rachat des débentures Série 8 restantes pour un montant de 50,5 millions \$.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont augmenté à 684 millions \$ au 31 janvier 2005, alors qu'ils s'élevaient à 677 millions \$ au 31 octobre 2004. Le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2005 s'élevait à 23 511 343; la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque a augmenté à 29,10 \$, alors qu'elle s'établissait à 28,78 \$ à la clôture de l'exercice financier 2004.

Les ratios de capital BRI de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 10,5 % et 13,3 % au 31 janvier 2005, alors qu'ils atteignaient 10,5 % et 14,0 % au 31 octobre 2004. Le ratio des capitaux propres tangibles (soit les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré en fonction des risques s'est amélioré, s'établissant à 7,7 %, comparativement à 7,6 % au 31 octobre 2004.

Au cours de sa réunion tenue le 25 février 2005, le conseil d'administration, tenant compte des résultats positifs ainsi que du gain réalisé grâce à la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs et de la solide situation financière de la Banque, telle qu'attestée par ses ratios de capital, a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 9 mars 2005, ainsi que le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2005 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} avril 2005.

L'actif administré s'élevait à 13,6 milliards \$ au 31 janvier 2005, comparativement à 14,9 milliards \$ au 31 octobre 2004 et à 15,8 milliards \$ au 31 janvier 2004. Cette variation est attribuable à la diminution des actifs institutionnels sous gestion, reliée à la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs. En ce qui concerne les fonds communs de placement, la Banque continue d'assurer la gestion des comptes de ses clients par l'entremise de son réseau de succursales et maintient donc ses responsabilités administratives. La variation de l'actif administré est également liée à la diminution des volumes de comptes REER autogérés.

INFORMATION SECTORIELLE

Pour le premier trimestre 2005, les résultats des secteurs d'activité sont demeurés relativement semblables à ceux du premier trimestre 2004. Comparativement au quatrième trimestre 2004, les Services financiers aux particuliers ont amélioré leur contribution de manière significative, un résultat attribuable principalement à l'amélioration de la marge nette d'intérêt. Les résultats des autres secteurs d'activité sont demeurés stables. La contribution du secteur Autres s'est appréciée au premier trimestre 2005, compte tenu du fait qu'elle inclut le gain réalisé grâce à la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs, ainsi que la perte constatée pour refléter la réduction de valeur d'investissements qui y est reliée.

Les prêts hypothécaires résidentiels souscrits par l'entremise de courtiers sont dorénavant inclus dans les résultats de B2B Trust, alors qu'ils étaient inclus auparavant dans les résultats des Services financiers aux particuliers. Ce transfert de responsabilité reflète la détermination de la Banque à tirer avantage des forces de ses secteurs d'activité. Au fil des ans, B2B Trust a développé une expertise reconnue en matière d'affaires réalisées par l'entremise des intermédiaires financiers indépendants et de leurs regroupements. À ce titre, B2B Trust est très bien positionnée pour assurer la croissance soutenue de ces activités. Par ailleurs, les activités de trésorerie de B2B Trust ont été intégrées aux activités de trésorerie de la Banque. Les données comparatives ont été redressées afin de refléter le mode de présentation de la période courante.

CONTRIBUTIONS AU REVENU NET

EN MILLIONS DE DOLLARS	SERVICES FINANCIERS AUX PARTICULIERS	SERVICES FINANCIERS AUX ENTREPRISES	B2B TRUST	VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE	AUTRES	TOTAL ¹
1^{er} trimestre 2005						
Revenu net	8,0	5,0	4,3	0,9	(1,0)	17,3
	44 %	27 %	24 %	5 %	s.o.	100 %
4^e trimestre 2004						
Revenu net	3,9	7,0	3,4	1,3	(8,5)	7,1
	25 %	45 %	22 %	8 %	s.o.	100 %
1^{er} trimestre 2004						
Revenu net	7,0	6,6	3,2 ²	1,2	(6,4)	11,7
	39 %	36 %	18 %	7 %	s.o.	100 %

1 Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au revenu net, à l'exclusion du secteur Autres.

2 Reflétant la participation de 77 %, avant la privatisation de B2B Trust en juin 2004.

Services financiers aux particuliers

La contribution du secteur d'activité Services financiers aux particuliers aux résultats consolidés s'est appréciée et s'élevait à 8,0 millions \$ au premier trimestre 2005, comparativement à 7,0 millions \$ au premier trimestre 2004. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 9 % et s'établissait à 64,4 millions \$, un résultat attribuable à une solide augmentation des volumes moyens de prêts et de dépôts. Les pertes sur prêts sont demeurées stables, à 4,6 millions \$, au premier trimestre 2005, comparativement à 4,7 millions \$ pour la même période en 2004 et 5,1 millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. Les volumes moyens de prêts, composés principalement de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts personnels accordés par l'entremise du réseau de succursales, ont augmenté de plus de 75 millions \$ au cours du premier trimestre 2005, dépassant ainsi l'objectif de la Banque. Les Services financiers aux particuliers ont aussi amélioré leur contribution aux résultats, de 4,1 millions \$ alors que le revenu net s'élevait à 3,9 millions \$ au quatrième trimestre 2004.

Au cours du premier trimestre 2005, les Services financiers aux particuliers ont poursuivi la mise en œuvre de plusieurs initiatives. Les nouvelles boutiques de services financiers de la Banque, dont la plus récente a ouvert ses portes le 25 janvier 2005 à La Prairie, développent activement leurs marchés. Les premiers mois d'activité de ces boutiques ont donné des résultats satisfaisants. Tout en poursuivant son programme d'ouverture de nouvelles succursales, la Banque va de l'avant avec son programme de rénovation de succursales afin d'y implanter, dans certains cas, son concept de boutiques de services financiers. Ce fut le cas à la succursale Place de la Cité à Québec où les travaux de rénovation ont été complétés en début d'année 2005, ce qui a porté à six le nombre de boutiques de services financiers.

La Banque s'est par ailleurs vue octroyer un contrat de cinq ans pour la gestion de 17 guichets automatiques dans plusieurs stations du métro de Montréal. La Banque devient ainsi la seule institution financière à opérer des guichets automatiques dans les stations de métro de la Société de transport de Montréal. Octroyé à la suite d'un appel d'offres, ce contrat rehaussera la visibilité de la Banque et jouera un rôle significatif dans sa stratégie de proximité.

Tout au long du premier trimestre 2005, les activités de marketing et de promotion se sont poursuivies de manière soutenue et comprenaient, entre autres, des campagnes publicitaires liées à la gamme de produits de la Banque et de nouvelles commandites. La Banque a également poursuivi ses initiatives conçues pour consolider son leadership en matière de qualité de service. Les premiers mois de l'implantation du programme de qualité de la Banque, qui comprend entre autres l'adoption de nouvelles normes de qualité encore plus élevées, l'utilisation de clients-mystères et la réalisation de sondages auprès des clients, ont permis de renforcer le processus d'évaluation de la qualité. Les premiers résultats démontrent clairement l'engagement des employés dans tout le réseau de succursales à raffermir l'atout distinctif de la Banque en cette matière.

Services financiers aux entreprises

La contribution du secteur d'activité Services financiers aux entreprises au revenu net de la Banque a diminué à 5,0 millions \$ au premier trimestre 2005, comparativement à 6,6 millions \$ au premier trimestre 2004. Les pressions soutenues sur les volumes de prêts ont limité la capacité à améliorer les marges d'intérêt et les autres revenus connexes. Le niveau des pertes sur prêts, qui s'est établi à 4,1 millions \$ pour le premier trimestre 2005, est semblable à celui du premier trimestre 2004 alors que les pertes sur prêts s'établissaient à 4,4 millions \$. Comparativement au quatrième trimestre 2004, la diminution de la rentabilité est principalement attribuable au niveau plus élevé des pertes sur prêts qui s'établissaient à 2,3 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004. La qualité de crédit a par ailleurs continué à s'améliorer de manière soutenue au cours des deux derniers exercices financiers.

Conformément à son plan d'affaires annuel, la Banque a revu la tarification de son offre de financement à terme afin de renforcer son positionnement sur le marché du financement immobilier. Cette démarche stratégique procure à la Banque une position concurrentielle plus avantageuse et contribuera au développement soutenu de ce secteur.

B2B Trust

Le revenu net de B2B Trust pour le premier trimestre 2005 s'élevait à 4,3 millions \$, comparativement à 3,2 millions \$ pour la même période de l'exercice financier 2004 et à 3,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. À la suite de la privatisation de B2B Trust, au cours du troisième trimestre 2004, les résultats reflètent dorénavant toutes les activités de ce secteur d'activité alors que les résultats pour le premier trimestre 2004 n'incluaient que la part de 77 % détenue par la Banque. L'augmentation des volumes et la diminution des pertes sur prêts sont les autres principaux facteurs de l'amélioration des résultats de B2B Trust, alors que les frais sont demeurés relativement inchangés. Les pertes sur prêts s'établissaient à 1,1 million \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005, alors qu'elles s'établissaient à 0,6 million \$ pour la même période en 2004 et à 1,6 millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. Au 31 janvier 2005, les prêts à l'investissement s'élevaient à 1 148 millions \$ (1 145 millions \$ au 31 octobre 2004).

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

Le secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne a déclaré un revenu net de 0,9 million \$ pour le premier trimestre 2005, comparativement à 1,2 million \$ pour le premier trimestre 2004.

La contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne aux résultats de la Banque a légèrement diminué comparativement à la même période de l'exercice financier 2004 et au quatrième trimestre 2004. Au cours du premier trimestre 2005, conformément à sa stratégie de croissance, Valeurs mobilières Banque Laurentienne a continué à accroître sa force de vente au détail.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne est présente dans quatre lignes d'affaires, soit le marché des capitaux, le courtage de détail, le courtage à escompte et les services de courtiers remisiers.

Secteur Autres

Les résultats du secteur Autres s'établissaient à -1,0 million \$ pour le premier trimestre 2005, comparativement à -6,4 millions \$ pour le premier trimestre 2004. La contribution du secteur Autres pour le premier trimestre 2005 inclut le gain de 9,8 millions \$ réalisé grâce à la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs ainsi que la perte constatée pour refléter la réduction de valeur de titres de placement, d'une valeur de 4,4 millions \$. Le revenu découlant des activités poursuivies s'élevait à -6,2 millions \$, un niveau comparable à celui de l'an dernier.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables suivies par la Banque sont résumées à la note 1 des états financiers consolidés au 31 octobre 2004. La note 1 des états financiers consolidés intermédiaires présente un sommaire des changements aux conventions comptables au cours du premier trimestre 2005. Ces changements sont le résultat de nouvelles normes comptables qui devaient être adoptées en 2005.

La Banque a adopté la nouvelle note d'orientation en comptabilité n° 15 « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (NOC-15). La NOC-15 fournit des directives sur l'application des principes de consolidation à certaines entités sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par l'exercice des droits de vote. En vertu de cette nouvelle norme, la Banque doit consolider ces entités si elle en est le principal bénéficiaire. L'adoption de la NOC-15 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers.

La Banque a aussi adopté les révisions au chapitre 3860 intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation », en vue d'exiger que certains instruments financiers qui étaient présentés comme des capitaux propres soit reclassés à titre de passif. L'application de cette norme révisée, en date du 1^{er} novembre 2004, n'a pas eu d'incidence sur le passif et les capitaux propres de la Banque puisque les titres émis par la Banque, en date du 1^{er} novembre 2004, répondent aux exigences de présentation à titre de capitaux propres. Toutefois, certains chiffres comparatifs ont été redressés.

RÉGIE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce rapport avant sa publication. Les mesures de contrôle et les procédures adoptées par la Banque permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires présentent une image fidèle.



L. DENIS DESAUTELS, O.C.
Président du Conseil



RAYMOND MCMANUS
Président et chef de la direction

Montréal, le 25 février 2005

//

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

Le présent rapport et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés portant sur les affaires et le rendement financier escompté de la Banque Laurentienne. Ces énoncés sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans les énoncés prévisionnels. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs, dont l'activité des marchés financiers mondiaux, les changements des politiques monétaires et économiques des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence et les changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions devraient soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne devraient pas accorder une confiance induite à de tels énoncés prévisionnels. La Banque Laurentienne ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

//

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉS)	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		VARIATION EN POURCENTAGE
	31 JANVIER 2005	31 JANVIER 2004	
Résultats			
Revenu net	17,3 \$	11,7 \$	47,9 %
Revenu découlant des activités poursuivies	12,1 \$	11,7 \$	3,4 %
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	14,2 \$	10,1 \$	40,6 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8,3 %	6,0 %	
Par action ordinaire			
Revenu net dilué	0,60 \$	0,43 \$	39,5 %
Revenu dilué découlant des activités poursuivies	0,38 \$	0,43 \$	(11,6)%
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	– %
Valeur comptable	29,10 \$	28,86 \$	0,8 %
Cours de l'action – clôture	23,60 \$	28,60 \$	(17,5)%
Situation financière			
Actif au bilan	15 817 \$	16 723 \$	(5,4)%
Actif administré	13 599 \$	15 765 \$	(13,7)%
Prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, montant net	11 676 \$	12 421 \$	(6,0)%
Dépôts de particuliers	10 738 \$	10 601 \$	1,3 %
Capitaux propres, part des actionnaires sans contrôle dans une filiale, passif lié aux actions privilégiées et débetures	1 094 \$	1 320 \$	(17,1)%
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	23 511	23 479	0,1 %
Prêts douteux nets (en % des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente)	– %	0,1 %	
Actif pondéré en fonction des risques	8 083 \$	8 121 \$	(0,5)%
Ratio de capital			
Première catégorie – BRI	10,5 %	10,7 %	
Capital total – BRI	13,3 %	16,0 %	
Ratio actif / fonds propres	14,8 x	12,9 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques	7,7 %	8,2 %	
RATIOS FINANCIERS			
Par action ordinaire			
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)	15,6 x	9,3 x	
Valeur au marché / valeur comptable	81 %	99 %	
Dividende par action / valeur au marché	4,92 %	4,06 %	
Ratio du dividende versé	47,9 %	67,3 %	
En pourcentage de l'actif moyen			
Revenu net d'intérêt	1,83 %	1,64 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,24 %	0,24 %	
Revenu net	0,42 %	0,28 %	
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,34 %	0,24 %	
Rentabilité			
Autres revenus (en % du revenu total)	36,5 %	42,6 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	76,9 %	78,3 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS			
Nombre d'employés en équivalent temps plein	3 207	3 182	
Nombre de succursales	156	154	
Nombre de guichets automatiques	308	282	

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		
		31 JANVIER 2005	31 OCTOBRE 2004	31 JANVIER 2004
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)				
		REDRESSÉS (NOTE 1)		
Revenu d'intérêt				
Prêts		169 948 \$	169 487 \$	180 329 \$
Valeurs mobilières		19 500	14 521	19 370
Dépôts à d'autres institutions financières		1 702	2 145	2 651
		191 150	186 153	202 350
Frais d'intérêt				
Dépôts et autres éléments de passif		110 761	109 785	125 384
Déventures subordonnées	5	4 678	6 336	6 987
Passif lié aux actions privilégiées	1	—	—	1 938
		115 439	116 121	134 309
Revenu net d'intérêt		75 711	70 032	68 041
Provision pour pertes sur prêts	3	9 750	8 888	9 750
		65 961	61 144	58 291
Autres revenus				
Frais et commissions sur prêts et dépôts		21 546	22 063	22 214
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		4 215	789	12 706
Activités de courtage		4 931	5 060	5 456
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement		2 832	3 182	2 982
Revenus de régimes enregistrés autogérés		2 960	2 979	3 051
Revenus d'assurance		1 658	1 504	1 825
Revenus de titrisation		3 061	266	267
Autres		2 246	3 048	2 001
		43 449	38 891	50 502
		109 410	100 035	108 793
Frais autres que d'intérêt				
Salaires et avantages sociaux		44 807	44 617	46 138
Frais de locaux et technologie		26 866	26 301	26 334
Autres	8	20 015	20 369	20 294
		91 688	91 287	92 766
Revenu découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale		17 722	8 748	16 027
Impôts sur le revenu	1	5 668	1 618	3 383
Revenu découlant des activités poursuivies avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale		12 054	7 130	12 644
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale		—	—	979
Revenu découlant des activités poursuivies Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu		12 054	7 130	11 665
	2	5 213	—	—
Revenu net		17 267 \$	7 130 \$	11 665 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	1	3 035	3 062	1 560
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires		14 232 \$	4 068 \$	10 105 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)				
de base		23 511	23 511	23 457
dilué		23 531	23 539	23 501
Revenu par action ordinaire découlant des activités poursuivies				
de base		0,38 \$	0,17 \$	0,43 \$
dilué		0,38 \$	0,17 \$	0,43 \$
Revenu net par action ordinaire				
de base		0,61 \$	0,17 \$	0,43 \$
dilué		0,60 \$	0,17 \$	0,43 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	31 JANVIER 2005	31 OCTOBRE 2004	31 JANVIER 2004
REDRÉSÉS (NOTE 1)				
ACTIF				
Liquidités				
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt		65 350 \$	75 653 \$	89 185 \$
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt		373 691	252 779	385 116
Chèques et autres effets en transit, montant net		-	-	245 434
		439 041	328 432	719 735
Valeurs mobilières				
Portefeuille de placement		1 548 382	2 007 471	1 741 493
Portefeuille de négociation		1 239 493	995 004	1 032 807
		2 787 875	3 002 475	2 774 300
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente				
Prêts				
	3	3 635 252	3 638 991	3 566 096
Personnels		5 557 193	5 509 022	5 270 246
Hypothécaires résidentiels		602 880	604 085	669 989
Hypothécaires commerciaux		1 543 624	1 542 760	1 507 109
Commerciaux et autres		11 338 949	11 294 858	11 013 440
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		(124 311)	(140 042)	(156 954)
		11 214 638	11 154 816	10 856 486
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		107 686	144 830	229 602
Immobilisations		90 236	94 490	104 907
Montants se rapportant aux instruments financiers dérivés		188 094	201 717	248 012
Écarts d'acquisition		53 790	54 029	54 029
Autres actifs incorporels		17 465	18 897	1 690
Autres éléments d'actif		564 275	473 870	399 355
		1 021 546	987 833	1 037 595
		15 816 860 \$	16 607 476 \$	16 723 240 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers		10 738 499 \$	10 454 368 \$	10 600 746 \$
Entreprises et autres		2 175 158	2 456 672	1 893 707
		12 913 657	12 911 040	12 494 453
Autres				
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert		815 286	1 495 574	1 689 884
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat		6 425	15 907	72 786
Acceptations		107 686	144 830	229 602
Montants se rapportant aux instruments financiers dérivés		161 251	189 489	247 069
Autres éléments de passif		718 390	713 359	669 422
		1 809 038	2 559 159	2 908 763
Débetures subordonnées				
	5	200 000	250 525	400 000
Passif lié aux actions privilégiées				
	1	-	-	100 000
Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale				
		-	-	42 438
Capitaux propres				
Actions privilégiées	1 ET 6	210 000	210 000	100 000
Actions ordinaires	6	248 593	248 593	247 789
Bénéfices non répartis		435 572	428 159	429 797
		894 165	886 752	777 586
		15 816 860 \$	16 607 476 \$	16 723 240 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES	
		31 JANVIER 2005	31 JANVIER 2004
REDRESSÉS (NOTE 1)			
Actions privilégiées	1 ET 6		
Solde déjà établi		210 000 \$	200 000 \$
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur la présentation du passif et des capitaux propres		-	(100 000)
Solde redressé au début et à la fin de la période		210 000	100 000
Actions ordinaires	6		
Solde au début de la période		248 593	246 813
Émission au cours de la période		-	976
Solde à la fin de la période		248 593	247 789
Bénéfices non répartis	1		
Solde au début de la période		428 159	426 500
Revenu net		17 267	11 665
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents		(3 035)	(1 560)
Actions ordinaires		(6 819)	(6 808)
Solde à la fin de la période		435 572	429 797
Capitaux propres		894 165 \$	777 586 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		
		31 JANVIER 2005	31 OCTOBRE 2004	31 JANVIER 2004
				REDRESSÉS (NOTE 1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenue net		17 267 \$	7 130 \$	11 665 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets :				
Provision pour pertes sur prêts		9 750	8 888	9 750
Gains sur les activités de titrisation		(2 447)	-	-
Pertes nettes (gains nets) sur disposition d'immobilisations		5	175	(280)
Gain net sur cession des activités abandonnées	2	(5 377)	-	-
Gain net sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement		(587)	(190)	(7 048)
Impôts futurs		2 074	(521)	(1 222)
Amortissements		7 907	8 331	9 599
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation		(244 489)	(28 813)	(16 484)
Variation des intérêts courus à recevoir		(2 074)	(2 611)	5 732
Variation de l'actif se rapportant aux instruments financiers dérivés		13 623	(26 071)	(155 740)
Variation des intérêts courus à payer		(2 641)	(7 079)	51 418
Variation du passif se rapportant aux instruments financiers dérivés		(28 238)	45 614	129 520
Autres, net		(108 781)	113 371	1 324
		(344 008)	118 224	38 234
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des dépôts		2 617	63 332	(798 496)
Variation des engagements afférents à des actifs vendus à découvert		(680 288)	211 937	720 221
Variation des engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat		(9 482)	(448 825)	(100 460)
Rachat de débetures subordonnées	5	(50 525)	(49 723)	-
Émission d'actions privilégiées, nette des frais d'émission		-	(94)	-
Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission		-	138	976
Dividendes, y compris les impôts sur le revenu y afférents		(9 854)	(9 880)	(8 748)
		(747 532)	(233 115)	(186 507)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Flux de trésorerie nets résultant de la cession des activités abandonnées	2	40 630	-	-
Contrepartie versée lors de la privatisation d'une filiale		-	245	-
Variation des dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt		(120 912)	292 448	237 807
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de placement				
Acquisitions		(7 341 875)	(8 443 069)	(5 374 630)
Produit de disposition et échéances		7 796 376	8 554 425	5 694 738
Variation des prêts		(131 228)	(124 927)	167 377
Variation des actifs achetés en vertu d'ententes de revente		780 160	46 065	(453 088)
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires		61 559	-	-
Acquisitions d'immobilisations		(3 473)	(5 533)	(3 942)
Produit de disposition d'immobilisations		-	17	2 820
		1 081 237	319 671	271 082
Variation des espèces et quasi-espèces		(10 303)	204 780	122 809
Espèces et quasi-espèces en début de période		75 653	(17 318)	211 810
Effet de l'adoption de la norme Principes comptables généralement reconnus relative aux chèques et autres effets en transit		-	(111 809)	-
Espèces et quasi-espèces en fin de période		65 350 \$	75 653 \$	334 619 \$
Espèces et quasi-espèces en fin de période représentées par :				
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt		65 350 \$	75 653 \$	89 185 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net		-	-	245 434
		65 350 \$	75 653 \$	334 619 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :				
Intérêts versés au cours de la période		129 559 \$	104 578 \$	82 035 \$
Impôts sur le revenu payés au cours de la période		19 265 \$	3 751 \$	10 915 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Par conséquent, ils ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2004, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En septembre 2004, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié la version révisée de la note d'orientation en comptabilité n° 15 (NOC-15), « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables ». La NOC-15 fournit des directives sur l'application des principes de consolidation à certaines entités sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par l'exercice des droits de vote. En vertu de cette nouvelle norme, la Banque doit consolider ces entités si elle en est le principal bénéficiaire, c'est-à-dire si, en raison de ses investissements ou de ses liens avec ces dernières, elle risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou a la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Lorsque la Banque détient un droit variable significatif dans une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) qu'elle n'a pas consolidée, certaines informations portant sur la nature, l'objet, la taille et les activités de l'EDDV doivent également être fournies. Le 1^{er} novembre 2004, la Banque a adopté cette note d'orientation de façon rétroactive sans retraitement des montants correspondants. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Conduits de titrisation

La Banque titrise ses propres actifs par l'intermédiaire de conduits de titrisation à vendeur exclusif et de conduits de titrisation à vendeur multiple, qui sont normalement considérés comme étant des EDDV. Au 1^{er} novembre 2004, la Banque a consolidé un de ces conduits dont l'actif total était d'environ 109 900 000 \$. Au cours du trimestre, la Banque a converti ce conduit en une structure d'accueil admissible et donc, il n'est plus assujéti aux directives de la NOC-15. Conséquemment, ce conduit a été déconsolidé. Ces opérations n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires.

Les autres conduits n'ont pas été consolidés en vertu de la NOC-15, parce que le degré de participation de la Banque, par rapport aux autres détenteurs de droits variables de l'EDDV est tel que la Banque n'assume pas la plus grande part des pertes prévues.

La note 5 aux états financiers consolidés annuels présente de plus amples détails relativement à ces entités.

1. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Fonds communs de placement

Par l'entremise de sa participation dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., la Banque était le promoteur de fonds communs de placement qui rencontraient les critères d'une EDDV avec des actifs totalisant 910 200 000 \$ au 1^{er} novembre 2004. La coentreprise de la Banque percevait des honoraires, essentiellement basés sur la valeur de l'actif sous gestion, relativement à la gestion et l'administration de ces fonds. Au 1^{er} novembre 2004, la Banque détenait également des unités relatives aux investissements totalisant 24 600 000 \$ dans le capital initial pour certains fonds. Selon l'analyse effectuée, la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de ces EDDV puisque la variabilité des différents droits variables que la Banque détenait n'était pas importante par rapport au risque assumé par les autres investisseurs ou bénéficiaires. Par conséquent, ces entités n'ont pas été consolidées.

Autres entités

La Banque agit également comme fiduciaire d'un certain nombre de fiducies personnelles, ce pour quoi elle perçoit des honoraires. Selon les analyses effectuées, la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de ces entités puisque la variabilité des honoraires perçus n'est pas importante par rapport au risque assumé par les bénéficiaires. Par conséquent, ces entités n'ont pas été consolidées.

Présentation du passif et des capitaux propres

En janvier 2004, l'ICCA a publié des révisions au chapitre 3860 intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation », en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres, à des conditions potentiellement désavantageuses, soient présentées comme des passifs. Les versements de dividendes sur ces actions seront présentés comme des intérêts débiteurs à l'état des résultats. Les recommandations révisées s'appliquent de façon rétroactive, avec retraitement des montants correspondants.

L'application de cette norme révisée, en date du 1^{er} novembre 2004, n'a pas eu d'incidence sur le passif et les capitaux propres de la Banque puisque les titres émis et en circulation en date du 1^{er} novembre 2004 répondent aux exigences de présentation à titre de capitaux propres.

Par contre, les chiffres comparatifs relativement aux actions privilégiées de Séries 7 et 8 ayant été rachetées en juin 2004 ont été redressés. Un montant de 100 000 000 \$ inscrit au poste Actions privilégiées au 31 janvier 2004 a été reclassé au poste Passif lié aux actions privilégiées dans le bilan consolidé. De même, les dividendes relatifs à ces instruments qui étaient auparavant inscrits à l'état consolidé de la variation des capitaux propres pour la période de trois mois se terminant le 31 janvier 2004 au montant de 1 967 000 \$ incluant impôts ont été reclassés à l'état consolidé intermédiaire des résultats sous la rubrique Frais d'intérêt pour un montant de 1 938 000 \$ et Impôts sur le revenu pour un montant de 29 000 \$. Ce retraitement n'a pas eu d'incidence sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires ni sur le revenu net par action.

2. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Cession de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, la Banque a complété l'acquisition de la participation de 49,9 % de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. qui était détenue par la Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque (LCFER) pour un montant de 23 397 000 \$, sujet à certains ajustements post-clôture.

Subséquentement, le 31 décembre 2004, Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc. (Industrielle Alliance) a acquis la totalité des actions de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. de la Banque Laurentienne. Le prix de vente net, payé en espèces, s'élève à 67 795 000 \$, sur la base des actifs sous gestion au 31 décembre 2004. Ce prix de vente est assujéti à certaines clauses de récupération pouvant atteindre 26 930 000 \$, basées sur les ventes nettes de fonds communs de placement au cours des six prochaines années et du solde des fonds institutionnels sous gestion au 31 décembre 2005. De plus, la Banque Laurentienne, Industrielle Alliance et BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., ont conclu une entente de distribution de 10 ans. En vertu de cette entente, la Banque Laurentienne distribuera auprès de ses clients la famille de Fonds R acquise par l'Industrielle Alliance, de même que les fonds communs de placement de cette dernière. La Banque continuera à recevoir les commissions associées à la distribution de ces fonds, selon des termes équivalents à ceux ayant cours dans l'industrie.

Au cours du trimestre, un gain avant impôt de 9 777 000 \$ (8 139 000 \$, net des impôts afférents) a été reconnu, à titre de revenus découlant des activités abandonnées, net des frais de transaction estimés à 2 261 000 \$.

En vertu d'une clause de récupération, la Banque doit rembourser à Industrielle Alliance un montant de 5 183 000 \$ annuellement, au cours des cinq prochaines années advenant que les ventes nettes annuelles de fonds communs de placement n'atteignent pas 50 000 000 \$. Cette portion du prix de vente a été reportée et sera reconnue aux résultats au cours des cinq prochaines années lorsque les conditions de vente seront atteintes. À la fin de la période de six ans se terminant le 31 décembre 2010, si les ventes nettes cumulatives de fonds communs de placement atteignent 290 000 000 \$, les montants qui auraient été remis à Industrielle Alliance en vertu de cette clause de récupération, seraient remboursés à la Banque. Un paiement final de 8 300 000 \$ serait par ailleurs versé à la Banque au terme des cinq premières années de l'entente si les ventes nettes cumulatives de fonds communs de placement atteignent 350 000 000 \$; compte tenu de cette prime, le prix de vente total relatif à la cession serait porté à 76 095 000 \$. Le gain relatif à ce paiement final sera reconnu aux résultats lorsque les conditions seront atteintes.

En vertu d'une clause distincte de récupération, la Banque pourrait rembourser jusqu'à 1 015 000 \$ à Industrielle Alliance en fonction de la rétention des actifs sous gestion institutionnels au cours de la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2005. La Banque a reporté un revenu de 300 000 \$ relativement à cette clause.

L'investissement sous forme de mise de fonds initiale dans des fonds communs de placement qui était comptabilisé au coût sera vendu puisque la Banque ne sera plus impliquée dans la gestion des fonds communs de placement. Afin de comptabiliser l'investissement à sa valeur marchande, un montant de 4 400 000 \$ a été imputé au revenu découlant des activités abandonnées.

Le gain, comptabilisé aux résultats des activités abandonnées, a été attribué entièrement au secteur Autres.

2. ACTIVITÉS ABANDONNÉES (SUITE)

Sommaire de la transaction

EN MILLIERS DE DOLLARS

Produit de disposition, net	67 795 \$
Moins : Revenu reporté en vertu des clauses de récupération	26 217
Actif net cédé, incluant le montant lié à l'achat des actions de LCFER ¹	29 540
	<u>12 038</u>
Frais associés à la transaction	2 261
Gain avant les éléments suivants	<u>9 777</u>
Perte de valeur d'investissements liés aux mises de fonds initiales dans des fonds communs de placement	(4 400)
Gain net avant impôts sur le revenu	5 377
Impôts sur le revenu	164
Gain net après impôts sur le revenu	5 213 \$

1 L'actif net cédé consiste principalement en de l'achalandage, d'autres actifs incorporels et de l'encaisse au montant de 1 507 000 \$.

Les résultats d'exploitation et la situation financière liés à ces opérations, inclus dans les états financiers intermédiaires consolidés ci-joints, sont présentés ci-après. Ces activités sont présentées dans le secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Les résultats liés à ces opérations, inclus aux états consolidés des résultats dans les activités poursuivies, se détaillent comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE 3 MOIS TERMINÉES LES		
	31 JANVIER 2005	31 OCTOBRE 2004	31 JANVIER 2004
Autres revenus	1 036 \$	1 446 \$	1 264 \$
Revenu net (perte nette)	29 \$	(8) \$	7 \$

Les actifs détenus à des fins de vente et les passifs liés à ces actifs se détaillent comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2005	2004	2004
Actif total	20 227 \$	34 245 \$	36 556 \$
Passif total	-	1 528 \$	1 363 \$

3. PRÊTS

A_PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

AU 31 JANVIER 2005

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	3 635 252 \$	12 940 \$	3 326 \$	24 954 \$	28 280 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 557 193	13 945	3 964	5 303	9 267
Prêts hypothécaires commerciaux	602 880	15 971	5 524	3 857	9 381
Prêts commerciaux et autres	1 543 624	75 620	46 247	26 745	72 992
Provision générale non attribuée	-	-	-	4 391	4 391
	11 338 949 \$	118 476 \$	59 061 \$	65 250 \$	124 311 \$

AU 31 OCTOBRE 2004

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	3 638 991 \$	18 103 \$	10 059 \$	23 795 \$	33 854 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 509 022	13 199	3 935	5 832	9 767
Prêts hypothécaires commerciaux	604 085	15 482	6 064	3 625	9 689
Prêts commerciaux et autres	1 542 760	80 213	54 734	23 063	77 797
Provision générale non attribuée	-	-	-	8 935	8 935
	11 294 858 \$	126 997 \$	74 792 \$	65 250 \$	140 042 \$

AU 31 JANVIER 2004

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	3 566 096 \$	22 842 \$	9 740 \$	19 999 \$	29 739 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 270 246	13 365	3 518	4 841	8 359
Prêts hypothécaires commerciaux	669 989	12 857	5 771	5 265	11 036
Prêts commerciaux et autres	1 507 109	118 399	60 675	27 645	88 320
Provision générale non attribuée	-	-	-	19 500	19 500
	11 013 440 \$	167 463 \$	79 704 \$	77 250 \$	156 954 \$

3. PRÊTS (SUITE)

B_PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 JANVIER					
	2005			2004		
EN MILLIERS DE DOLLARS	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
Solde en début de période	10 059 \$	3 935 \$	6 064 \$	54 734 \$	74 792 \$	85 927 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	5 203	274	78	4 195	9 750	9 750
Radiations	(12 855)	(362)	(625)	(12 811)	(26 653)	(16 863)
Recouvrements	919	117	7	129	1 172	890
Solde en fin de période	3 326 \$	3 964 \$	5 524 \$	46 247 \$	59 061 \$	79 704 \$

C_PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 JANVIER						
	2005			2004			
EN MILLIERS DE DOLLARS	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	PROVISION GÉNÉRALE NON ATTRIBUÉE	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES
Solde en début de période	23 795 \$	5 832 \$	3 625 \$	23 063 \$	8 935 \$	65 250 \$	77 250 \$
Variation au cours de la période	1 159	(529)	232	3 682	(4 544)	-	-
Solde en fin de période	24 954 \$	5 303 \$	3 857 \$	26 745 \$	4 391 \$	65 250 \$	77 250 \$

4. TITRISATION DE PRÊTS

Au cours du trimestre, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), pour un montant de 61 651 000 \$, par la création de titres hypothécaires. La Banque a subséquemment vendu ces titres hypothécaires. La Banque a perçu relativement à cette cession un produit en espèces de 61 559 000 \$ et a constaté un gain de 2 447 000 \$, net des frais liés à la transaction, au poste Autres revenus. La Banque conserve également des droits relatifs aux intérêts excédentaires gagnés sur ces prêts hypothécaires titrisés, lesquels sont évalués à un montant de 1 976 000 \$.

L'encours total des prêts titrisés s'élève à 565 059 000 \$ au 31 janvier 2005 (551 963 000 \$ au 31 octobre 2004).

5. RACHAT DE DÉBENTURES SUBORDONNÉES

Le 15 décembre 2004, la Banque a remboursé par anticipation la totalité de ses débentures à 7,00 %, série 8, échéant en 2009, d'un montant nominal de référence de 100 000 000 \$, incluant les débentures de 49 475 000 \$ qu'elle avait rachetées au 31 octobre 2004, plus les intérêts courus non versés jusqu'à la date de remboursement.

6. CAPITAL-ACTIONS

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 31 JANVIER 2005		AU 31 OCTOBRE 2004	
	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D' ACTIONS				
Actions privilégiées de catégorie A ¹				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000	8 400 000	210 000
Actions ordinaires	23 511 343	248 593	23 511 343	248 593
Total du capital-actions		458 593 \$		458 593 \$

1 Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

	AU 31 JANVIER 2005	AU 31 OCTOBRE 2004
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En circulation à la fin de la période	475 289	476 089
Pouvant être levées à la fin de la période	416 889	416 239

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 JANVIER	
	2005	2004
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	3 776 \$	3 164 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	526	474
Charge liée aux autres régimes	629	653
Total	4 931 \$	4 291 \$

8. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Au cours du premier trimestre 2005, une provision de restructuration pour résiliation de baux, initialement constituée le 31 octobre 2003, a été réduite pour un montant de 235 000 \$ étant donné que certains locaux ont pu être sous-loués.

Les montants utilisés au cours de la période de trois mois se terminant le 31 janvier 2005 se sont élevés à 161 000 \$. Le solde des frais de restructuration au 31 janvier 2005 s'établissait à 1 975 000 \$ (2 371 000 \$ au 31 octobre 2004).

9. RENOUELEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Le 2 février 2003, la Banque et le syndicat qui représente ses employés syndiqués ont accepté de soumettre à un tribunal d'arbitrage, dont la décision sera exécutoire, le soin de déterminer le contenu de la prochaine convention collective. Le tribunal d'arbitrage devait entre autres déterminer l'ampleur de certains ajustements rétroactifs touchant la rémunération de ces employés depuis l'expiration de la convention collective. En date du 31 octobre 2004, des provisions avaient été comptabilisées selon les meilleures estimations de la direction.

Le 10 décembre 2004, le tribunal d'arbitrage a rendu une décision concernant les clauses monétaires de la convention collective. Cette décision n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers puisque les provisions comptabilisées à cet égard étaient adéquates. Les autres éléments de la convention collective devraient être finalisés au début de 2005 et ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Banque.

10. INFORMATION SECTORIELLE

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 JANVIER 2005						
EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP ²	SFAE	B2B ²	VMBL ³	AUTRES ²	TOTAL
Revenu net d'intérêt	64 355 \$	14 203 \$	13 597 \$	370 \$	(16 814)\$	75 711 \$
Autres revenus	20 437	7 220	3 541	5 988	6 263	43 449
Revenu total	84 792	21 423	17 138	6 358	(10 551)	119 160
Provision pour pertes sur prêts	4 561	4 110	1 079	-	-	9 750
Frais autres que d'intérêt	67 898	9 565	9 545	5 035	(355)	91 688
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu	12 333	7 748	6 514	1 323	(10 196)	17 722
Impôts sur le revenu (récupération)	4 310	2 718	2 213	449	(4 022)	5 668
Revenu découlant des activités poursuivies	8 023	5 030	4 301	874	(6 174)	12 054
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	-	-	-	-	5 213	5 213
Revenu net	8 023 \$	5 030 \$	4 301 \$	874 \$	(961)\$	17 267 \$
Actif moyen ¹	7 486 669 \$	2 210 015 \$	2 315 976 \$	1 521 121 \$	2 849 201 \$	16 382 982 \$
Prêts moyens ¹	7 273 325 \$	1 845 241 \$	2 236 186 \$	(3)\$	(483 020)\$	10 871 729 \$
Dépôts moyens ¹	9 441 826 \$	87 087 \$	2 286 460 \$	- \$	1 246 354 \$	13 061 727 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
31 OCTOBRE 2004

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP ²	SFAE	B2B ²	VMBL	AUTRES ²	TOTAL
Revenu net d'intérêt	58 617 \$	13 691 \$	11 822 \$	334 \$	(14 432)\$	70 032 \$
Autres revenus	20 219	8 268	3 706	6 533	165	38 891
Revenu total	78 836	21 959	15 528	6 867	(14 267)	108 923
Provision pour pertes sur prêts	5 066	2 272	1 550	–	–	8 888
Frais autres que d'intérêt	67 892	8 894	8 841	5 503	157	91 287
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu	5 878	10 793	5 137	1 364	(14 424)	8 748
Impôts sur le revenu (récupération)	1 943	3 832	1 742	79	(5 978)	1 618
Revenu net	3 935 \$	6 961 \$	3 395 \$	1 285 \$	(8 446)\$	7 130 \$
Actif moyen ¹	7 449 484 \$	2 304 221 \$	2 305 575 \$	1 487 091 \$	2 771 748 \$	16 318 119 \$
Prêts moyens ¹	7 197 947 \$	1 915 135 \$	2 199 601 \$	7 \$	(491 577)\$	10 821 113 \$
Dépôts moyens ¹	9 354 573 \$	85 734 \$	2 242 237 \$	24 \$	1 309 887 \$	12 992 455 \$

10. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
31 JANVIER 2004

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP ²	SFAE	B2B ²	VMBL	AUTRES ²	TOTAL
Revenu net d'intérêt	59 021 \$	14 736 \$	12 873 \$	341 \$	(18 930)\$	68 041 \$
Autres revenus	20 859	8 331	3 641	6 792	10 879	50 502
Revenu total	79 880	23 067	16 514	7 133	(8 051)	118 543
Provision pour pertes sur prêts	4 706	4 400	644	–	–	9 750
Frais autres que d'intérêt	64 418	8 607	9 509	5 281	4 951	92 766
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	10 756	10 060	6 361	1 852	(13 002)	16 027
Impôts sur le revenu (récupération)	3 757	3 417	2 170	627	(6 588)	3 383
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	–	–	979	–	–	979
Revenu net	6 999 \$	6 643 \$	3 212 \$	1 225 \$	(6 414)\$	11 665 \$
Actif moyen ¹	7 290 408 \$	2 440 058 \$	2 277 234 \$	1 357 296 \$	3 127 237 \$	16 492 233 \$
Prêts moyens ¹	7 093 002 \$	1 969 199 \$	2 196 010 \$	8 \$	(574 748)\$	10 683 471 \$
Dépôts moyens ¹	9 173 927 \$	86 216 \$	2 350 835 \$	265 \$	1 418 873 \$	13 030 116 \$

SFAP – Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente et les dépôts provenant de courtiers, dans tout le Canada. Ce secteur d'activité englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE – Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B – Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada.

VMBL – Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et jusqu'au 31 décembre 2004, les opérations de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Autres – La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

1 Les éléments d'actif et de passif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

2 Depuis le 1^{er} novembre 2004, les résultats liés aux prêts hypothécaires souscrits par l'entremise de courtiers sont maintenant inclus dans le secteur d'activité B2B Trust, alors qu'auparavant, ils étaient inclus dans le secteur SFAP. De plus, les activités de trésorerie du secteur B2B Trust ont été intégrées aux activités de trésorerie de la Banque et certains autres éléments liés aux activités corporatives ont été retraités dans la catégorie Autres. Les données comparatives ont été redressées en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

3 Les résultats du premier trimestre 2005 incluent une contribution de 0,03 million \$ provenant de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. pour les deux mois précédant la cession (note 2).

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Siège social

Tour Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3A 3K3
Téléphone : (514) 284-4500,
poste 5996
Télécopieur : (514) 284-3396

Centre télébancaire, Services
bancaires automatisés
et service à la clientèle :
Région de Montréal :
(514) BLC-1846
Sans frais : 1 800 BLC-1846
Site Internet :
www.banquelaurentienne.com
Télex : 145069

Agent des transferts et registraire

Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8

Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes
peuvent communiquer avec le
secteur des Relations avec les
investisseurs situé au siège
social en téléphonant au
(514) 284-4500, poste 5916.

Médias

Les journalistes peuvent
communiquer avec le secteur
des Affaires publiques et
communications situé au
siège social en téléphonant au
(514) 284-4500, poste 7511.

Bureau de l'ombudsman

Banque Laurentienne
Tour Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
14^e étage
Montréal (Québec) H3A 3K3
(514) 284-7192
1 800 473-4782

Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de
communiquer tout changement
d'adresse à l'agent des
transferts de la Banque. Pour
toute autre demande ou
question, veuillez communiquer
avec le Secrétariat situé au
siège social ou en téléphonant
au (514) 284-4500, poste 7545.

INSCRIPTION BOURSIÈRE ET DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

LES ACTIONS ORDINAIRES ET LES ACTIONS PRIVILÉGIÉES DÉCRITES CI-DESSOUS SONT INSCRITES À LA BOURSE DE TORONTO	SYMBOLE BOURSIER CODE CUSIP	DATES DE CLÔTURE DES REGISTRES*	DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES*
Actions ordinaires	51925D 10 6 LB	Premiers jours ouvrables de : janvier avril juillet octobre	Premiers jours ouvrables de : février mai août novembre
Actions privilégiées			
Série 9	51925D 87 4 LB.PR.D	**	15 mars
Série 10	51925D 86 6 LB.PR.E	**	15 juin 15 septembre 15 décembre

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration

** À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le paiement des dividendes)
pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque

